

Le fait du Prince

« transparence ... bien trouble »

Je vais vous parler du « Labyrinthe géant des 7 Vallées »

J'avais négocié son implantation de février 2000 à mars 2001.

L'acte fut signé devant le Notaire, avec mes Adjoints et le Président de la Communauté de Communes Gérard LEJOSNE. Il prévoyait la vente du terrain, pour 1 million de francs (près de 150 000 € actuels) à la fin de la 2^{ème} année d'exploitation. (Il y a un peu moins de 8 ha).

La municipalité élue en 2001 a annulé ce contrat et a préféré une location avec bail précaire.

J'ai alors demandé qu'en cas d'arrêt de l'activité du labyrinthe, le terrain soit à nouveau attribué aux exploitants du départ. Et qu'on l'écrive dans le nouveau contrat. Refus catégorique du Maire.

Dans ces conditions trop fragiles, les exploitants du site n'ont jamais pu faire les investissements nécessaires pour développer leur activité saisonnière. A plusieurs reprises, ils ont envoyé des courriers en Mairie pour affirmer leur volonté d'acheter le terrain (150 000 €). Refus catégorique de la majorité municipale.

Ce 18 février 2008, l'exploitant me téléphone. Le 12 décembre 2007, il a rencontré, le Maire et le 1^{er} Adjoint. **A l'ordre du jour ; volonté d'arrêter une activité qu'il ne peut rentabiliser. Il souhaite stopper le bail au 31 décembre 2007.**

Pour entériner cette décision, il aurait fallu une réunion du Conseil Municipal avant le 31 décembre. (Il n'y en a pas eu). La dernière réunion de Conseil remonte au 24 octobre.

Pourquoi ce retard ? Est-ce pour dissimuler le départ d'une activité ?

Soyons certains que le Maire et son 1^{er} adjoint ont déjà fait leur cuisine personnelle pour attribuer les 8 ha libérés. Comme ils l'ont fait en avril 2001 en reprenant un petit terrain sur Romont.

La transparence n'est pas leur qualité première.

On l'a déjà constaté. En particulier lors des réunions des 02 et 24 octobre 2007 qui portaient en particulier sur l'implantation d'éoliennes. Au cours de la rapide discussion, il apparaît que le Maire nous dissimule des informations. Dans le vote qui suit, le projet est rejeté. Le « NON » l'emporte ? **à 2 reprises !**

La délibération qui légalement suit doit être affichée dans les 8 jours à la Mairie. Elle ne l'a jamais été, malgré un rappel de Madame la Sous-Préfète.

Où est le respect du Conseil Municipal et de la décision des élus ?

Quelle image est donnée par le Maire auprès des Administrations ?

Où est la transparence tant annoncée en 2001 ?

Gilbert LEGRAND



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS
SOUS-PREFECTURE DE MONTREUIL-SUR-MER

Affaire suivie par : Melle ANSEL
☎ 03 21 90 80 18 Administration communale
✉ ghislaine.ansel@pas-de-calais.pref.gouv.fr

Montreuil-sur-Mer, le 26 NOV. 2007

Monsieur,

Par lettre en date du 15 novembre 2007, vous avez appelé mon attention sur le non respect de l'obligation d'affichage des délibérations prises par le conseil municipal les 2 et 24 octobre 2007.

Je vous informe que j'interviens ce jour auprès du maire de Buire Le Sec pour lui rappeler les termes de l'article L 2131-1 du Code général des Collectivités Territoriales en matière d'affichage et de transmission.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Sous-Préfète,



Martine CLAVEL

Monsieur Gilbert LEGRAND
Maire Honoraire
62870 Buire Le Sec